

De l'usage de la torture en Argentine (*Escadrons de la mort, l'école française*), aux dérives de la lutte contre le terrorisme (*Torture made in USA*), Marie-Monique Robin sillonne la planète depuis près de 30 ans pour mieux agiter les consciences. Journaliste d'investigation pugnace et engagée, elle revient sur les moments forts de sa carrière et tire la sonnette d'alarme : pour elle, aujourd'hui, l'urgence, c'est l'avenir de la planète !

Marie-Monique Robin

Devenir journaliste pour défendre des droits de l'homme

Je pense que l'influence de mes parents a été très importante. Mes parents sont des militants de l'Action catholique, de la JAC (Jeunesse agricole catholique), un mouvement très puissant de jeunes ruraux catholiques qui voulaient développer leur environnement et revendiquer leurs origines paysannes, ce qui n'était pas du tout évident à l'époque. Cela a évolué vers des mouvements d'Action catholique comme le CMR (Chrétiens dans le monde rural) moi, j'étais au MRJC (Mouvement rural de jeunesse chrétienne), mouvements qui ont beaucoup questionné la société, le capitalisme, etc.

La ferme de mes parents n'était pas n'importe quelle ferme, il s'agissait d'un GAEC (Groupement agricole d'exploitation en commun) avec une communauté de cinq familles. C'étaient les années 68, 70, les années de partage, l'Évangile étant le moyen de changer le monde. Même si je ne suis plus du tout pratiquante aujourd'hui, l'idée qu'on puisse changer le monde et que, pour le changer, il fallait commencer chez soi, d'où l'idée de la communauté, de la machine à laver qu'on partageait à plusieurs et que c'était là qu'il fallait commencer, c'est quelque chose qui m'a toujours habitée et que je considère toujours comme une valeur essentielle.

Dans les années 70, à l'époque des dictatures en Amérique latine, un ami de mon père, qui était un ancien Jaciste, est parti en Argentine. Il avait créé une coopérative et avait disparu. Moi, j'étais adolescente. La coopérative vendait des ponchos en laine de mouton, etc. Nous, on les vendait et, en même temps, on menait une action avec Amnesty International pour savoir ce qu'était devenu cet ami de mes parents [...] Je suis née dans une ferme où on ne parlait pas du tout l'espagnol et j'ai gardé de ces années-là l'envie d'apprendre cette langue. La première manifestation que j'ai faite, c'était contre le coup d'État de Pinochet, dans une petite ville de province qui s'appelait Parthenay. Donc, on était en 73, j'avais 13 ans. Petit à petit s'est décidé ce projet improbable quand on est né en province de devenir journaliste pour défendre les droits de l'homme. C'est la seule raison pour laquelle j'ai fait ce métier, celle que j'ai toujours revendiquée. Il a toujours été clair, pour moi, que l'information était un moyen de mobiliser les gens et de

faire en sorte qu'on puisse agir et défendre les droits de l'homme. [...] J'ai toujours pensé qu'en étant journaliste, j'allais être le pont entre les gens qui voulaient être informés et ceux qui vivaient des choses difficiles, et qu'il fallait cet intermédiaire, mais que le but, c'était de pouvoir agiter les consciences.

« Le droit humain fondamental, c'est le droit de vivre sur cette planète dignement ! »

Un lien fort avec l'Amérique latine

Après ma sortie de l'École de journalisme, je suis partie au Nicaragua comme volontaire, en 1985. C'était l'époque de Reagan : il y avait eu la révolution en 1979 pour faire tomber le dictateur Somoza, la création du Front de libération sandiniste, puis la formation d'une Contra d'opposants, montée de toutes pièces et armée par Reagan [...], qui tuait les instituteurs et les médecins, symboles de la révolution. Une Contra encadrée notamment par des tortionnaires argentins que je retrouverai plus tard (dans *Escadrons de la mort, l'école française* ndlr). Nous étions censés travailler sur des chantiers, mais en fait, on nous envoyait partout là où la Contra pouvait attaquer. Quand il y avait des Occidentaux dans les villages, c'était plus difficile pour la Contra de commettre des exactions parce qu'il pouvait y avoir des témoignages [...] J'ai fait mes premiers reportages pour la presse écrite sur cette histoire, car j'ai eu un coup de foudre pour le Nicaragua sandiniste. J'étais aussi très révoltée par ce que faisait le gouvernement Reagan. Depuis, je suis allée 130 fois en Amérique latine, ce qui fait beaucoup de voyages.

Ensuite, le premier reportage TV que j'ai fait, c'était en 1986 pour l'émission *Résistances*, sur la situation des droits de l'homme en Colombie et sur les journalistes assassinés [...]

Depuis, quand je vais sur ce continent, je suis chez moi. Il y a quelque chose de très profond qui me lie à ce continent. C'est aussi parce que les gens ont vécu et vivent des situations extrêmement difficiles, politiques, économiques, sociales, mais en même temps, il y a une telle créativité, une telle joie de vivre !

Quand filmer est efficace

Quand on fait ce métier en se disant : « Ça va être un outil de défense et de promotion des droits de l'homme », on espère évidemment qu'il y aura un impact [...]

En 1992, j'apprends qu'à Ilo, dans le sud du Pérou, une grande multinationale américaine qui exploite du cuivre (le deuxième plus grand gisement au monde) rejette tous ses déchets dans la mer. Les pêcheurs ne peuvent plus pêcher, les gens sont malades. Elle rejette aussi un gaz, une fumée terrible dans la ville. J'y vais, je fais un 26 minutes pour Thalassa (Ça n'arrive qu'ailleurs, 1992) et, quand je reviens, le film passe. Une femme, une Péruvienne qui habite Paris devenue une amie depuis voit ça et est totalement scandalisée. Elle fait quelque chose de formidable. Elle m'appelle et me dit : « Je pourrais avoir une copie ? », « Oui, bien sûr ». Elle va voir le commandant Cousteau qui est totalement bouleversé par ce film et qui se dit : « Je vais contacter – et il le fait – Fujimori, le président à l'époque au Pérou ». Elle va voir Brigitte Bardot qui s'offusque de voir les mollusques totalement détruits et qui écrit à Fujimori. Elle va voir Yves Cochet qui était, à l'époque, un élu écologiste, qui écrit à Al Gore, vice-président des États-Unis sous Clinton. Et Al Gore écrit à Fujimori. De fil en aiguille, tout le monde écrit tellement à Fujimori qu'il est obligé de réunir une table ronde et la compagnie est obligée de faire au moins ce que les gens voulaient : ils ne demandaient même pas qu'ils partent, mais qu'ils arrêtent de rejeter leurs déchets polluants. Voici quelques années, le maire m'a invitée : « Venez voir, c'est incroyable ce qu'a fait votre film ! ». J'y suis allée en 2005 avec ma famille et j'ai été décorée « citoyenne de la ville », parce qu'aujourd'hui, il n'y a plus du tout de pollution !

Lorsqu'on est une journaliste qui travaille et qui est motivée par la question des droits de l'homme, le rêve, c'est d'envoyer des généraux tortionnaires en prison ! Quand ça arrive, c'est une grande victoire ! [...] Je me rappellerai toujours, quand le film Escadrons de la mort, l'école française est sorti au cinéma en Argentine, j'étais invitée à Buenos Aires et il y avait les représentantes des Mères et des Grands-mères de la place de Mai [...] Il y avait beaucoup d'émotion et, à un moment, se lève la présidente de l'association des Grands-mères, qui pleure, qui était très

émue [...] et qui me dit : « Merci, merci, merci ». Je lui dis : « Merci ? ». Et cette grand-mère me dit : « Oui, vous savez, nous, les Mères de la place de Mai, etc., on a défilé pendant des années, on nous traitait de folles parce qu'on ne nous croyait pas quand on disait que nos enfants avaient disparu. Merci parce qu'enfin, les bourreaux eux-mêmes reconnaissent qu'ils ont fait disparaître nos enfants ». C'était la première fois qu'un général argentin reconnaissait devant la caméra que la disparition forcée était une technique planifiée de la guerre alors qu'ils l'avaient toujours nié [...] Ils reconnaissaient donc que c'était un plan pour terroriser les familles, et non une bavure. C'était un aveu énorme ! Pour moi, c'était un moment très émouvant.

Le réchauffement climatique : un enjeu de droits de l'homme majeur

Actuellement, je suis très inquiète pour l'avenir de la planète [...] Le réchauffement climatique est déjà très, très engagé et il va s'accélérer. Ce qui attend nos enfants est terrible parce que je crains fort que nous ne soyons pas capables, et les dirigeants notamment, de prendre les mesures qui sont vraiment urgentes et nécessaires.

Le prochain film que je prépare (Sacrée croissance !) fera ce constat, tout en montrant les alternatives qui permettraient de changer de cap et de s'en sortir [...] Quand vous savez ce qui se prépare le réchauffement climatique qui va, au minimum, affecter la production alimentaire partout, le fait que des gens vont mourir de faim partout, qu'il y aura des millions de réfugiés climatiques, avec toute la violence que cela entraînera, sans parler de la fin des énergies fossiles, etc. , il va falloir se mobiliser très rapidement [...] On a un ennemi qui est le changement climatique : il faut se mobiliser à la même hauteur. C'est d'une économie de guerre dont on a besoin. Tout revoir, tout relocaliser, mobiliser les gens et leur dire : « Attention, ça arrive. De toute façon, on ne pourra pas l'arrêter. Parce que même si on arrête tous les gaz à effet de serre aujourd'hui, tout ce qui est enclenché dans l'atmosphère sera là. On aura des cyclones, des sécheresses, des inondations, etc. » Si on réagit maintenant, on peut vraiment limiter les effets. Il faut donc se mobiliser. Si vous défendez les droits humains, c'est le droit de nos enfants de vivre sur cette planète. On a encore une toute petite fenêtre de temps pour réagir. La seule priorité, pour tous ceux qui défendent les droits de l'homme maintenant, c'est ça : se mobiliser contre le changement climatique. Ça englobe tout le reste parce que le droit humain fondamental, c'est quand même le droit de vivre sur cette planète dignement ! ●

« Il vient une heure
où protester ne suffit plus :
après la philosophie,
il faut l'action. »

Victor
Hugo